PROCÈS VERBAL

Conseil Municipal du 7 juillet 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le sept juillet, le conseil municipal de la commune de CHUZELLES, dûment convoqué, s'est réuni en session publique ordinaire, en mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas HYVERNAT, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 18

Date de convocation du conseil municipal : 2 juillet 2025

PRESENTS : Nicolas HYVERNAT, Maire, A. MÉMERY, A. GODET, A. BINEAU, D. MEZY, A. GRES, T. MAZZANTI, S. VANEL, J. SOULIER, C. FALCON.

EXCUSÉ(S) : I. MAURIN (a donné pouvoir à C. FALCON), D. VANESSE (a donné pouvoir à S. VANEL), F. CHAMBAZ (a donné pouvoir à A. MÉMERY), S. BÉNAMAR (a donné pouvoir à J. SOULIER), P. COMBE (a donné pouvoir à A. BINEAU), D BRUNET (a donné pouvoir à A. GODET).

ABSENT(S) : M. DRURE, X. POURCHER

SECRETAIRE : C. FALCON

La séance est ouverte à 19h02

NOMINATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE ET APPEL NOMINAL

Monsieur le Maire procède à l'appel nominal des conseillers et appelle à candidature pour les fonctions de secrétaire de séance.

C. FALCON se porte candidate et est désignée secrétaire de séance.

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 12 MAI 2025

En l'absence de remarques ; le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

DÉLIBÉRATION N°27 : MAINTENANCE DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC – VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS À TE38 POUR LES INTERVENTIONS HORS FORFAIT CONCOURANT À LA MAITRISE DE LA DEMANDE EN ÉNERGIE

Rapporteur : Alain BINEAU

A. BINEAU donne lecture du projet de délibération.

VU, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement ses articles L.5212-16, L.5212-20 et L.5212-26 ;

VU, la délibération communale de transfert de la compétence optionnelle éclairage public au TE38 ;

VU, la délibération communale relative à la participation financière de la commune à la maintenance de l'éclairage public ;

CONSIDÉRANT que lorsque des interventions non comprises dans la maintenance forfaitaire ont lieu sur le territoire communal, une participation communale auxdites dépenses réalisées par TE38 est demandée à la commune en sus de la contribution obligatoire à la maintenance forfaitaire ;

CONSIDÉRANT que cette dernière est fixée à 50% ou 75% du coût HT de l'opération en fonction de la perception par TE38 de la TICFE-C ;

CONSIDÉRANT qu'en principe les participations communales aux dépenses réalisées par TE38 sont des contributions obligatoires appelées en section de fonctionnement de la commune ;

CONSIDÉRANT toutefois que lorsque ces interventions contribuent à la maîtrise de la demande en énergie, la participation communale peut être appelée sous la forme d'un fond de concours inscrit en section d'investissement de la commune, sous réserve que cette dernière prenne une délibération spécifique et concordante à celle de TE38 ;

CONSIDÉRANT que des interventions concourant à la maîtrise de la demande en énergie ont été réalisées et mandatées par TE38 en cours de l'année 2024 sur le territoire de la commune ;

CONSIDÉRANT ainsi le montant de la participation financière de la commune pouvant être inscrit en section d'investissement de la commune et déterminé de la manière suivante :

COMMUNE	Libellé intervention hors forfait concourant à la maîtrise de la demande en énergie	Montant opération HT	% participation TE38	Montant fonds de concours
Chuzelles	DI 38110-2025-22517 CA - Remplacement de l'horloge	664.06 €	25%	498.05 €
			TOTAL	498.05 €

CONSIDÉRANT toutefois que les frais de gestion inhérents à ladite intervention ne peuvent quant à eux faire l'objet d'un fonds de concours, ladite participation du membre (fixée à 4 ou 6% du montant HT de l'opération en fonction de la perception ou non par TE38 de la TICFE-C) sera appelée en section de fonctionnement du budget de la commune en tant que contribution obligatoire ;

A. GODET indique qu'il y a donc une part versée sur la section de fonctionnement et une part sur la section d'investissement.

Monsieur le Maire confirme en expliquant que dès lors que les travaux sont réalisés en vue de maîtriser la dépense énergétique, le versement du fonds de concours relève de la section d'investissement, à l'inverse, pour les travaux ne concourant pas à la maîtrise de la dépense énergétique, les participations financières relèvent de la section de fonctionnement.

Monsieur le Maire ajoute que la commune perçoit en direct la TICFE-C ce qui explique que le taux de participation de TE38 soit faible, à hauteur de 25%.

En l'absence d'autres questions, le projet de délibération est mis aux voix.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré, à l'unanimité,

- Prend acte de l'intervention hors forfait concourant à la maîtrise de la demande en énergie réalisées et mandatées par TE38 au cours de l'année 2024 ;
- Attribue un fonds de concours à TE38 d'un montant de 498,05 € correspondant auxdites interventions ;
- Prend acte que le montant du fonds de concours n'excède pas les trois quarts du coût hors taxes des opérations concernées ;
- Dit que le fonds de concours sera versé en une fois dans un délai d'un mois à compter de la réception du titre de recettes ;
- Dit que la dépense sera imputée en section d'investissement au compte 2041582
- Autorise Monsieur le Maire, à signer tout acte administratif ou financier à intervenir et à effectuer toutes démarches nécessaires et à signer tous documents afférents à ce dossier.

DELIBERATION N° 28 : ENS DE LA ZONE HUMIDE DES SERPAIZIÈRES : SIGNATURE D'UNE NOUVELLE CONVENTION D'INTÉGRATION AVEC LE DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Rapporteur : Aurélien MÉMERY

A. MÉMERY donne lecture du projet de délibération.

Le site local de la zone humide des Serpaizières (SL255) a été intégré dans le réseau des ENS du Département de l'Isère par décision de sa commission permanente en date du 13 mars 2015.

À ce titre, une convention est intervenue entre le Département et la Commune, en date du 16 novembre 2015.

L'assemblée départementale a approuvé, lors de la session du 27 septembre 2024, son nouveau schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et la commission permanente du 6 décembre 2024 a adopté le règlement d'intervention sur le réseau des espaces protégés isérois.

Les sites ENS constituent un de éléments de la politique du Département en faveur de l'environnement et de la biodiversité, ils contribuent, au côté d'autres dispositifs, à la stratégie nationale des aires protégées qui vise 30 % du territoire national en aire protégée, dont 1/3 en protection forte.

Le réseau des ENS a été fortement développé en Isère pour atteindre 146 sites totalisant plus de 10 000 hectares en zone d'intervention. L'orientation prioritaire du Département est désormais d'avoir une politique opérationnelle de gestion du réseau des ENS en s'assurant de la maîtrise foncière et de la bonne gestion de l'ensemble des sites.

Le site local de la zone humide des Serpaizières (SL255), situé sur la commune, dispose d'une maîtrise foncière de la zone d'intervention permettant de mettre en œuvre un document de gestion.

Dans le cadre du nouveau schéma départemental des ENS, ce site est intégré dans le réseau des ENS de l'Isère en tant que ENSL à vocation patrimoniale dont l'objectif principal est la conservation du patrimoine naturel (peu d'accueil).

Il est rappelé l'intérêt patrimonial de ce site et la volonté communale de préserver et gérer cet espace.

Au vu des nouvelles dispositions du nouveau schéma départemental des ENS, le Département propose à la commune la signature d'une nouvelle convention d'intégration du site de la zone humide des Serpaizières (SL255) dans le réseau des ENS isérois.

A. MÉMERY indique que les conventions signées avec les propriétaires pour une durée de 5 ans ne sont aujourd'hui plus valables. Avec la nouvelle convention d'intégration la durée des conventions a été revue à la hausse ce qui permettra plus facilement de rassembler l'ensemble des signatures et d'atteindre les 50% de maîtrise foncière sur la zone d'intervention. Une nouvelle réunion avec les propriétaires privés sera prochainement organisée.

A. GODET demande ce qu'il en sera si les propriétaires ne veulent plus signer.

Monsieur le Maire répond qu'ils sont libres de signer ou non et ajoute que les acquisitions foncières réalisées par la commune accélèrent également la maîtrise foncière.

En l'absence d'autres questions, le projet de délibération est mis aux voix.

VU le projet de convention d'intégration annexé à la délibération,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré, à l'unanimité,

- Accepte les termes de la convention d'intégration du site de la zone humide des Serpaizières (SL255) dans le réseau des Espaces Naturels Sensibles (ENS), dont un projet est annexé à la délibération,
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention d'intégration et toutes les conventions ultérieures relatives à cet Espace Naturel sensible ainsi que tous documents s'y rapportant.

**DELIBERATION N°29 : LOCAL COMMERCIAL SITUÉ 31 IMPASSE DU MILLE CLUB –
AUTORISATION DONNEE AU MAIRE DE SIGNER UN BAIL COMMERCIAL**

Rapporteur : Aurélien MÉMERY

A. MÉMERY donne lecture du projet de délibération.

Un appel à projets « Commerces et services » a été lancé fin juin 2024 par l'intermédiaire du service Commerce de Vienne-Condrieu-Agglomération afin de sélectionner un porteur de projet de commerce pour la reprise du local commercial situé 31 Impasse du Mille Club. La candidate sélectionnée à l'issue de la procédure de sélection s'étant désistée pour raisons personnelles, l'appel à projet a été relancé fin 2024.

Deux dossiers ont été déposés, l'un concernant une activité d'atelier culinaire, l'autre relatif à un commerce alimentaire, type épicerie.

Le comité de sélection, composé de l'ensemble des élus du conseil municipal, réuni le 30 juin dernier, a validé le dossier de la candidate proposant une activité d'atelier culinaire sous la raison sociale « L'Atelier de la Gourmande » par application des critères de sélection spécifiés dans le règlement de l'appel à projet, à savoir :

- Viabilité économique du projet,
- Qualité et nature de l'offre proposée,
- Expérience et motivation,
- Capacité du projet à s'intégrer dans l'environnement commercial,
- Cohérence du projet par rapport au local.

Le bail commercial proposé est prévu sur une durée de 9 ans (avec possibilité de résiliation des deux parties par période triennale) pour un loyer mensuel de 650 €, charges non comprises, révisable annuellement à la date anniversaire du bail (par application de la variation de l'indice des loyers commerciaux).

Il est proposé au conseil municipal d'approuver le bail commercial dont un projet est joint à la délibération et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ledit document avec la candidate sélectionnée suite à l'appel à projets, à effectuer toutes démarches nécessaires et à signer tous documents afférents à ce dossier.

Monsieur le Maire indique que 5 dossiers ont été reçus au total et ont été examinés en jury de sélection composé de l'ensemble des élus le 30 juin.

Monsieur le Maire demande s'il y a des questions complémentaires suite au jury ; En l'absence le projet de délibération est mis aux voix ;

VU les dispositions des articles L145-1 et suivants et R145-3 du Code de commerce, relatives aux baux commerciaux

VU le règlement de l'appel à projets,

VU le projet de bail commercial annexé à la délibération,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré, à l'unanimité,

- Valide le bail commercial dont un projet est annexé à la délibération,
- Autorise Monsieur le Maire à signer ledit document avec la candidate sélectionnée et à effectuer toutes démarches nécessaires et à signer tous documents afférents à ce dossier

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL (ART. L2121-22 CGCT)

Décision n° 2024/10 : Convention de mise à disposition de locaux à l'association centre des mille loisirs pour la période estivale 2025

Le centre de loisirs sans hébergement « Mille Loisirs » occupera certains locaux scolaires et espaces municipaux afin d'accueillir l'antenne du centre durant la période estivale, du 7 juillet 2025 au 02 août 2025. La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Décision n° 2025/11 : Mission de maîtrise d'œuvre pour la création d'un espace multisports

La commune souhaite implanter un espace multisports offrant ainsi aux utilisateurs la possibilité de pratiquer diverses activités sportives sur un même lieu.

Une consultation sur devis auprès de 3 bureaux d'études a été lancée pour la sélection d'un maître d'œuvre pour les missions suivantes :

- AVP/PRO (études avant-projet et projet),
- ACT (assistance à la passation des contrats de travaux),
- VISA (visa des plans et études d'exécution),
- DET (direction de l'exécution des travaux)
- AOR (Assistance aux opérations de réception),

La proposition du bureau d'études C&D Ingénierie sis 3 rue des Castors à BOURGOIN JALLIEU a été la moins disante pour la réalisation de l'ensemble des missions de maîtrise d'œuvre et a donc été sélectionnée pour un montant forfaitaire de 9 825 € HT (11 790 € TTC).

A. BINEAU indique qu'un comité de pilotage aura lieu à ce sujet prochainement et propose deux dates le 10 ou le 15 juillet ; l'ensemble des élus est invité à y participer. La date du 15 juillet a été retenue, le comité de pilotage se tiendra à 18h en mairie.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire remercie le public et lève la séance à 19H20

Le Maire,

La secrétaire de séance

Nicolas HYVERNAT

Christiane FALCON

Publié sur le site internet de la commune le :